

GRANDE CONSULTATION DES AVOCATS

—
SYNTHÈSE

AG 15/11/2024

CHIFFRES- CLÉS

75 467
avocats sollicités

19 141
participants

25,36 %
participation



Les seuils

- **20 barreaux de plus de 500 avocats, représentant 58 735 avocats**
 - 14 218 votants, soit 24,20 % de cette population
 - 14 218 votants, soit 74,28 % de la participation à la grande consultation
- **59 barreaux entre 100 et 500 avocats, représentant 13 118 avocats**
 - 3 582 votants, soit 27,30 % de cette population
 - 3 582 votants, soit 18,71 % de la participation à la grande consultation
- **87 barreaux de moins de 100 avocats, représentant 4 729 avocats**
 - 1 341 votants, soit 28,35 % de cette population
 - 1 341 votants, soit 7 % de la participation à la grande consultation



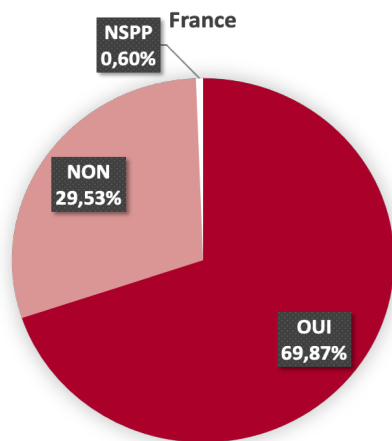
Méthode et structure d'analyse

Pour analyser les réponses dites « ouvertes », la méthode **TF-IDF** (Term Frequency-Inverse Document Frequency) a été utilisée. Cette technique mesure l'importance des mots en tenant compte de leur fréquence dans un document et de leur rareté dans l'ensemble des textes, identifiant ainsi les termes les plus pertinents.

TF-IDF quantifie l'importance des mots. Les **signaux forts** correspondent aux termes ayant les scores les plus élevés, indiquant des priorités majeures. Les **signaux faibles** ont des scores plus bas, reflétant des préoccupations moins fréquentes mais potentiellement émergentes.

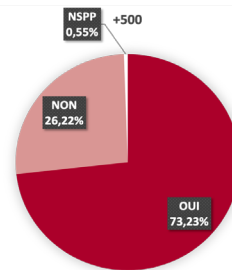


1. Identifiez-vous le Conseil national des barreaux (CNB) et ses missions ?



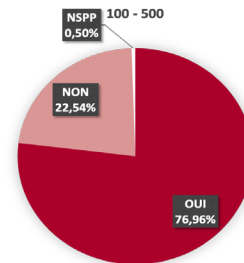
FRANCE

- Oui tout à fait : 23,04 %
- Oui à peu près : 46,83 %
- Non pas vraiment : 24,30 %
- Non pas du tout : 5,24 %
- Ne se prononce pas : 0,60 %



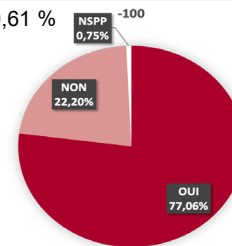
+ 500 avocats

- Oui tout à fait : 20,36 %
- Oui à peu près : 47,05 %
- Non pas vraiment : 26,36 %
- Non pas du tout : 5,63 %
- Ne se prononce pas : 0,61 %



100>500 avocats

- Oui tout à fait : 30,64 %
- Oui à peu près : 46,31 %
- Non pas vraiment : 18,38 %
- Non pas du tout : 4,16 %
- Ne se prononce pas : 0,50 %

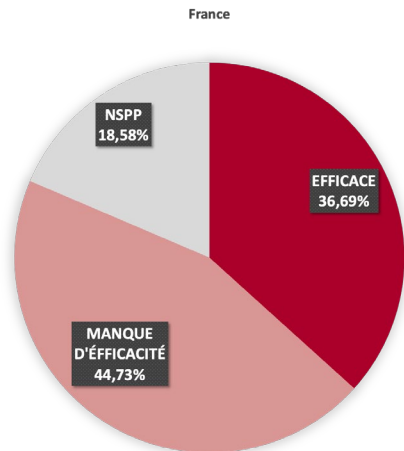


<100 avocats

- Oui tout à fait : 31,17 %
- Oui à peu près : 45,89 %
- Non pas vraiment : 18,24 %
- Non pas du tout : 3,96 %
- Ne se prononce pas : 0,75 %

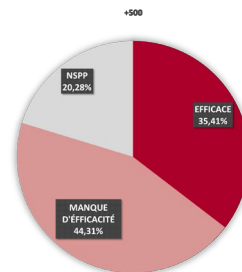
2. Pour chacune des missions confiées au CNB par la loi, comment évaluez-vous l'efficacité des actions entreprises ?

• Représentation de la profession



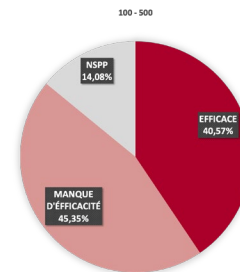
FRANCE

- Très efficace : 3,92 %
- Assez efficace : 32,77 %
- Pas assez efficace : 33,56 %
- Pas du tout efficace : 11,16 %
- Ne se prononce pas : 18,58 %



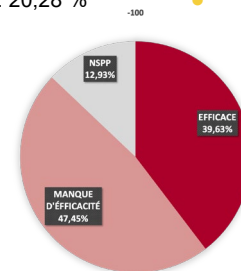
+ 500 avocats

- Très efficace : 3,63 %
- Assez efficace : 31,79 %
- Pas assez efficace : 33,47 %
- Pas du tout efficace : 10,84 %
- Ne se prononce pas : 20,28 %



100>500 avocats

- Très efficace : 4,64 %
- Assez efficace : 35,93 %
- Pas assez efficace : 33,46 %
- Pas du tout efficace : 11,89 %
- Ne se prononce pas : 14,08 %

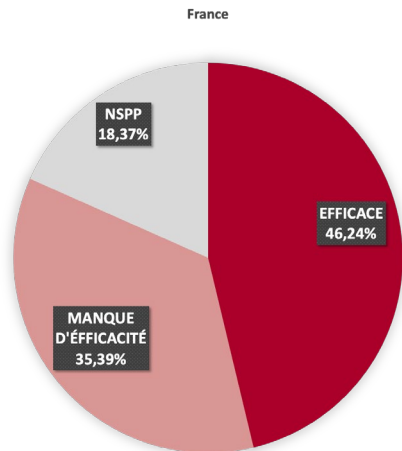


<100 avocats

- Très efficace : 5,11 %
- Assez efficace : 34,52 %
- Pas assez efficace : 34,83 %
- Pas du tout efficace : 12,62 %
- Ne se prononce pas : 12,93 %

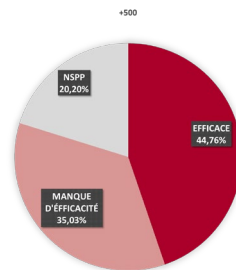
2. Pour chacune des missions confiées au CNB par la loi, comment évaluez-vous l'efficacité des actions entreprises ?

- Unification des règles et usages de la profession



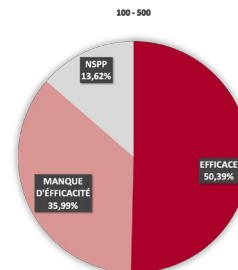
FRANCE

- Très efficace : 6,06 %
- Assez efficace : 40,19 %
- Pas assez efficace : 27,77 %
- Pas du tout efficace : 7,62 %
- Ne se prononce pas : 18,37 %



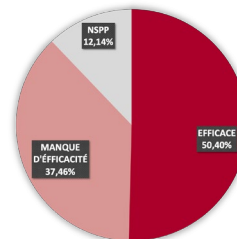
+ 500 avocats

- Très efficace : 5,50 %
- Assez efficace : 39,26 %
- Pas assez efficace : 27,48 %
- Pas du tout efficace : 7,55 %
- Ne se prononce pas : 20,20 %



100>500 avocats

- Très efficace : 7,53 %
- Assez efficace : 42,86 %
- Pas assez efficace : 28,35 %
- Pas du tout efficace : 7,64 %
- Ne se prononce pas : 13,62 %

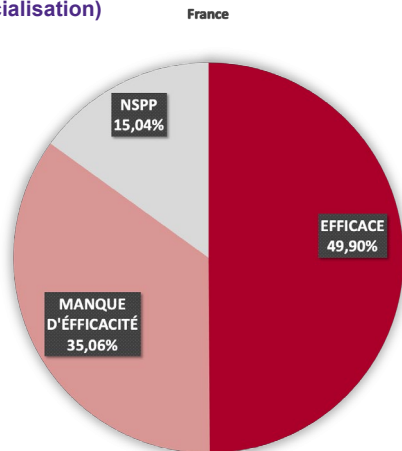


<100 avocats

- Très efficace : 7,86 %
- Assez efficace : 42,54 %
- Pas assez efficace : 29,21 %
- Pas du tout efficace : 8,25 %
- Ne se prononce pas : 12,14 %

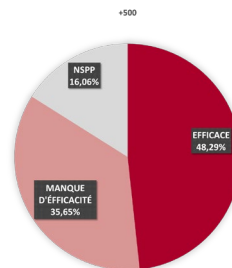
2. Pour chacune des missions confiées au CNB par la loi, comment évaluez-vous l'efficacité des actions entreprises ?

- Organisation de la formation professionnelle (formation initiale, financement des CRFPA et coordination des programmes, formation continue, spécialisation)



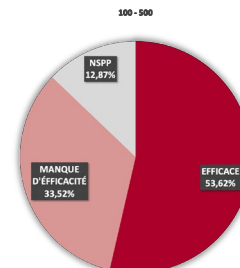
FRANCE

- Très efficace : 8,35 %
- Assez efficace : 41,55 %
- Pas assez efficace : 26,51 %
- Pas du tout efficace : 8,54 %
- Ne se prononce pas : 15,04 %



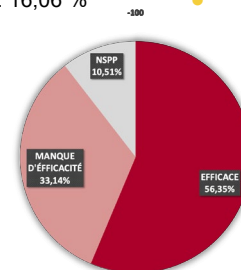
+ 500 avocats

- Très efficace : 7,75 %
- Assez efficace : 40,54 %
- Pas assez efficace : 26,79 %
- Pas du tout efficace : 8,85 %
- Ne se prononce pas : 16,06 %



100>500 avocats

- Très efficace : 9,87 %
- Assez efficace : 43,75 %
- Pas assez efficace : 25,98 %
- Pas du tout efficace : 7,54 %
- Ne se prononce pas : 12,87 %

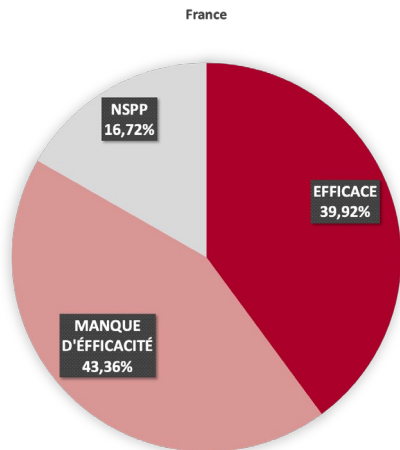


<100 avocats

- Très efficace : 10,43 %
- Assez efficace : 45,92 %
- Pas assez efficace : 25,06 %
- Pas du tout efficace : 8,08 %
- Ne se prononce pas : 10,51 %

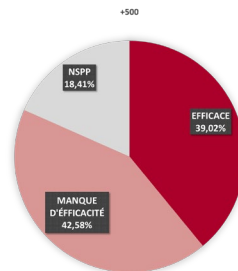
2. Pour chacune des missions confiées au CNB par la loi, comment évaluez-vous l'efficacité des actions entreprises ?

- Communication électronique avec les juridictions



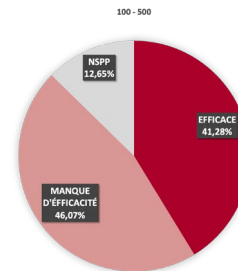
FRANCE

- Très efficace : 6,11 %
- Assez efficace : 33,81 %
- Pas assez efficace : 31,62 %
- Pas du tout efficace : 11,74 %
- Ne se prononce pas : 16,72 %



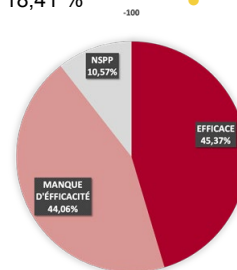
+ 500 avocats

- Très efficace : 5,98 %
- Assez efficace : 33,04 %
- Pas assez efficace : 31,03 %
- Pas du tout efficace : 11,55 %
- Ne se prononce pas : 18,41 %



100>500 avocats

- Très efficace : 6,40 %
- Assez efficace : 34,88 %
- Pas assez efficace : 33,32 %
- Pas du tout efficace : 12,74 %
- Ne se prononce pas : 12,65 %

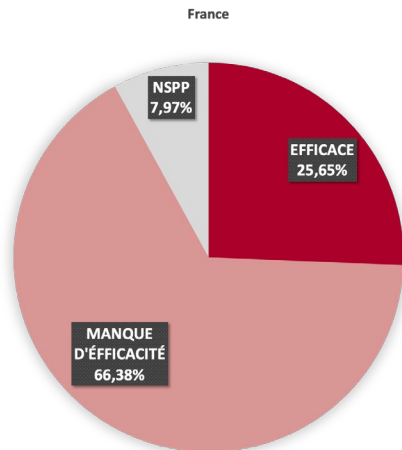


<100 avocats

- Très efficace : 6,63 %
- Assez efficace : 38,74 %
- Pas assez efficace : 33,01 %
- Pas du tout efficace : 11,06 %
- Ne se prononce pas : 10,57 %

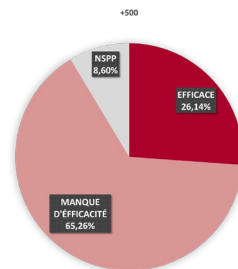
2. Pour chacune des missions confiées au CNB par la loi, comment évaluez-vous l'efficacité des actions entreprises ?

- Promotion de l'image de l'avocat (communication institutionnelle)



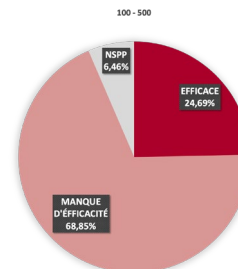
FRANCE

- Très efficace : 3,35 %
- Assez efficace : 22,30 %
- Pas assez efficace : 38,14 %
- Pas du tout efficace : 28,24 %
- Ne se prononce pas : 7,97 %



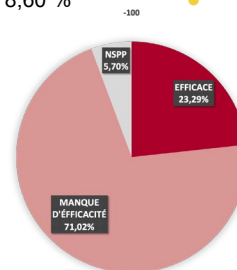
+ 500 avocats

- Très efficace : 3,34 %
- Assez efficace : 22,79 %
- Pas assez efficace : 38,22 %
- Pas du tout efficace : 27,04 %
- Ne se prononce pas : 8,60 %



100>500 avocats

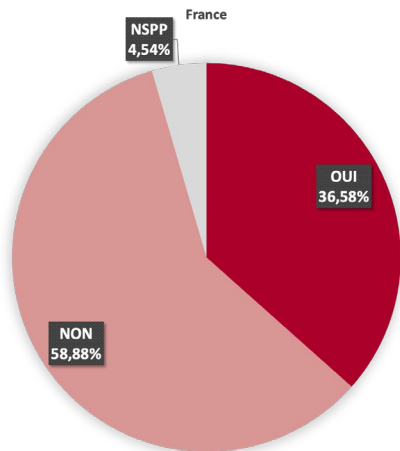
- Très efficace : 3,36 %
- Assez efficace : 21,33 %
- Pas assez efficace : 37,52 %
- Pas du tout efficace : 31,34 %
- Ne se prononce pas : 6,46 %



<100 avocats

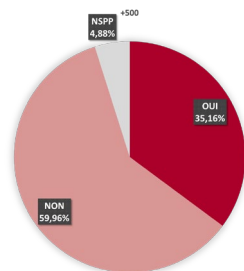
- Très efficace : 3,39 %
- Assez efficace : 19,90 %
- Pas assez efficace : 38,98 %
- Pas du tout efficace : 32,04 %
- Ne se prononce pas : 5,70 %

3. Vous sentez-vous représenté par le CNB ?



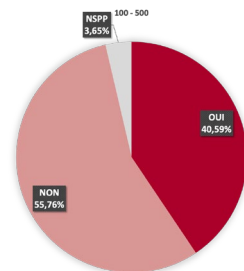
FRANCE

- Oui tout à fait : 6,61 %
- Oui à peu près : 29,97 %
- Non pas vraiment : 39,58 %
- Non pas du tout : 19,30 %
- Ne se prononce pas : 4,54 %



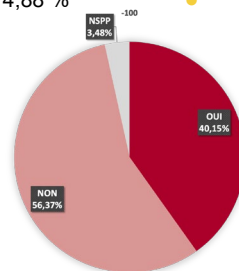
+ 500 avocats

- Oui tout à fait : 6,09 %
- Oui à peu près : 29,07 %
- Non pas vraiment : 40,75 %
- Non pas du tout : 19,21 %
- Ne se prononce pas : 4,88 %



100>500 avocats

- Oui tout à fait : 8,25 %
- Oui à peu près : 32,34 %
- Non pas vraiment : 36,56 %
- Non pas du tout : 19,21 %
- Ne se prononce pas : 3,65 %

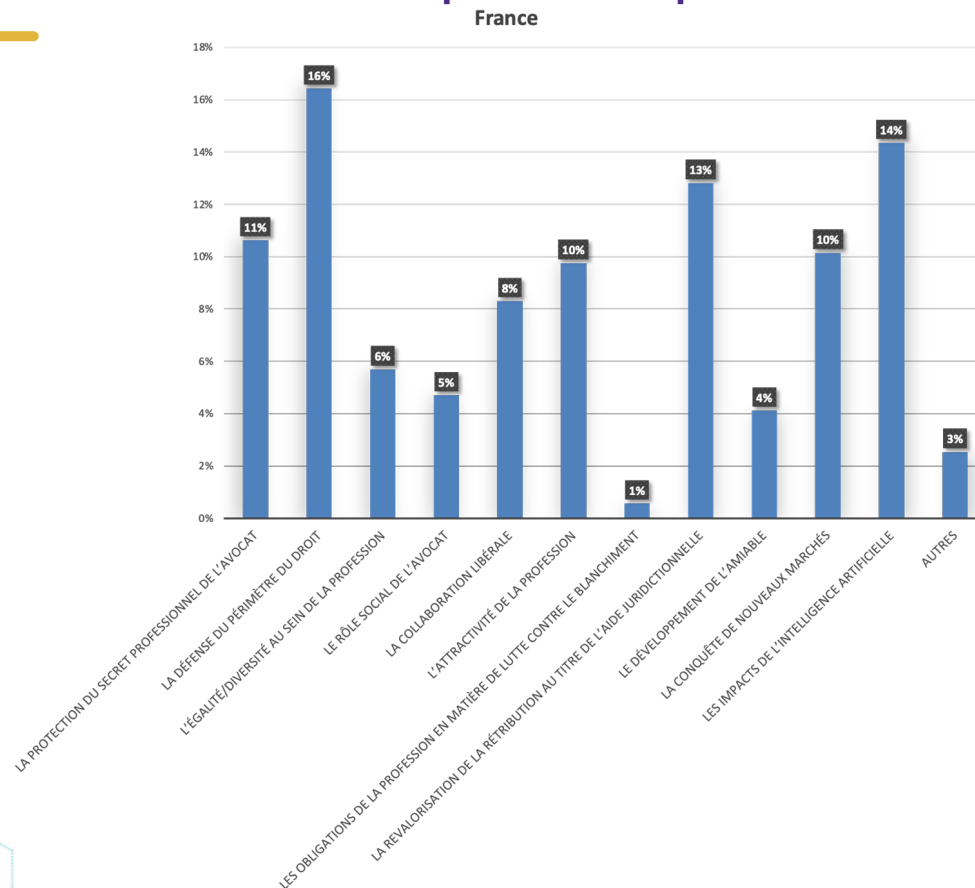


<100 avocats

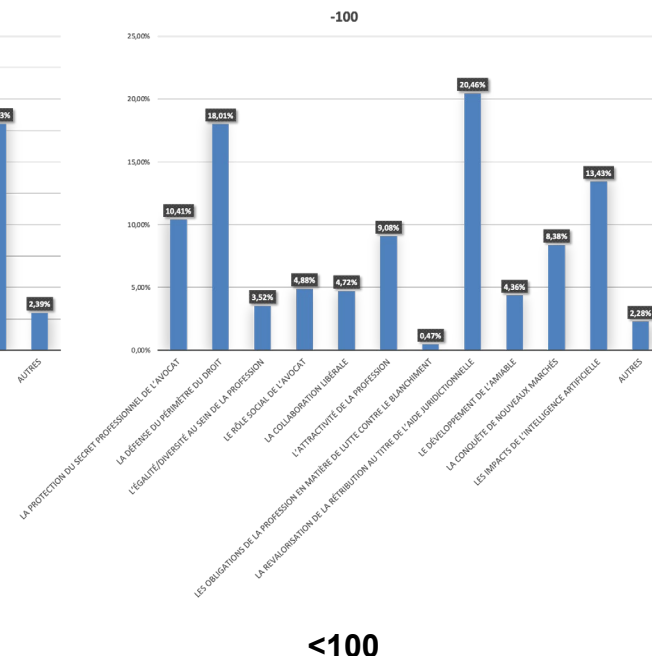
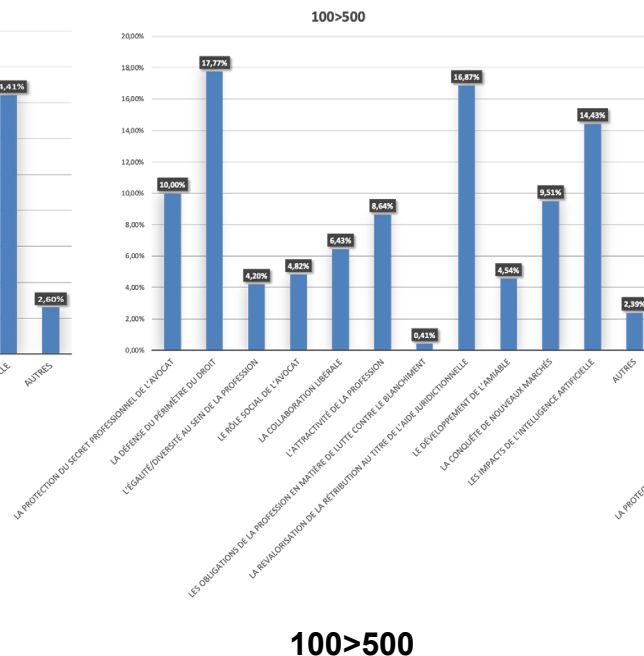
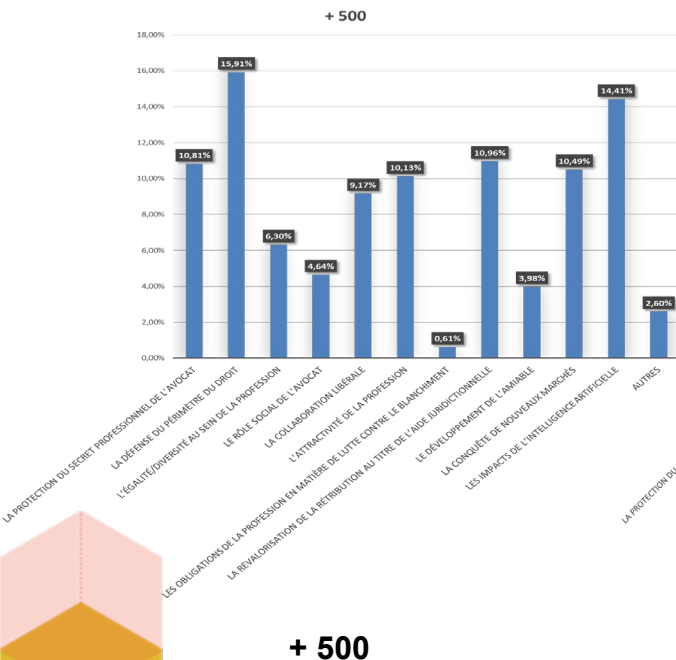
- Oui tout à fait : 7,45 %
- Oui à peu près : 32,70 %
- Non pas vraiment : 35,93 %
- Non pas du tout : 20,45 %
- Ne se prononce pas : 3,48 %

4. Quels sont selon vous les chantiers prioritaires que le CNB devrait mener ?

FRANCE



4. Quels sont selon vous les chantiers prioritaires que le CNB devrait mener ?



4. Quels sont selon vous les chantiers prioritaires que le CNB devrait mener ?

- Focus sur la réponse « autres » (3,00 % au niveau national)

FRANCE

MOTS-CLÉS ET PONDÉRATION TF - IDF

- Juridictions (0.65)
- Profession (0.56)
- Défense (0.18)
- Lutte (0.16)
- Statut (0.14)
- Relations (0.13)
- Communication (0.12)
- Image (0.10)
- Exercice (0.09)
- Formation (0.08)
- Retraite (0.05)
- Promotion (0.05)
- Protection (0.05)
- Magistrats (0.05)
- Charges (0.05)
- Procédure (0.04)

4. Quels sont selon vous les chantiers prioritaires que le CNB devrait mener ?

- Focus sur la réponse « autres » (3,00 % au niveau national)

FRANCE

Signaux forts :

- 1. Défense et protection de la profession** : La défense des intérêts et la protection de la profession sont jugées prioritaires, en particulier pour préserver le statut et les droits des avocats. Il y a une forte demande pour renforcer l'indépendance et les droits des avocats vis-à-vis des autres acteurs juridiques.
« La protection de nos périmètres d'activités (réelles sanctions pour la rédaction illégale d'actes juridiques). »
« La défense de la profession au quotidien par rapport aux pouvoirs publics et magistrats, avec plus de pragmatisme et moins de prises de positions politiquement correctes. »
- 2. Relations avec les juridictions** : La gestion et l'amélioration des relations entre les avocats et les juridictions ressortent comme une priorité. Cela inclut la communication avec les magistrats et la facilitation des échanges dans le cadre des procédures judiciaires.
« La défense des intérêts de la profession par rapport au fonctionnement des juridictions : à titre d'exemple, absence d'uniformisation des modes de communication avec les juridictions judiciaires (rpva, mail, démarches palais, téléphone...) »
« Relations avec les juridictions et fluidité des procédures, amélioration du dialogue magistrats/avocats »
- 3. Image et communication** : Le renforcement de l'image des avocats et une communication stratégique envers le grand public sont identifiés comme des leviers essentiels pour valoriser la profession.
« Revaloriser notre image et notre travail auprès du public (notamment en arrêtant de laisser croire que nous sommes parfois gratuits) »
« La communication auprès du public sur l'économie de l'activité d'avocat : gros décalage de perception qui rend difficile la justification des honoraires par exemple. »

4. Quels sont selon vous les chantiers prioritaires que le CNB devrait mener ?

- Focus sur la réponse « autres » (3,00 % au niveau national)

FRANCE

Signaux faibles :

1. **Formation continue et adaptation technologique** : bien que moins fréquemment mentionnée, la formation continue est un besoin exprimé, en particulier pour se maintenir au niveau des évolutions technologiques et légales.

« L'assistance technique et la formation en ligne : la mise en place d'une plate-forme telle que le Cridon pour les notaires, l'envoi de fascicules pratiques comme ceux de l'ENM transmis aux magistrats. seraient souhaitables. »

« Aider les professionnels face aux nouveaux défis liés aux nouvelles technologies »

2. **Régulation des charges et des cotisations** : les charges et cotisations sociales représentent une préoccupation pour certains répondants, qui appellent à un rééquilibrage pour alléger la pression financière sur les avocats.

« La question des charges et cotisations au sein de la profession trop lourdes et injustes car ne protégeant pas les avocats »

« Notre RC va exploser en cotisations et j'ai le sentiment que tout se fait sans contestation en amont de nos représentants. C'est source de grande frustration et déception. »



5. Quelle est selon vous la principale menace qui pèse sur votre exercice professionnel ?

- Réponses dites « ouvertes »

FRANCE

MOTS-CLÉS ET PONDÉRATION TF - IDF

- Paupérisation (0.71)
- Intelligence artificielle (0.48)
- Charges (0.47)
- Retraite (0.30)
- Profession (0.25)
- Concurrence (0.15)
- Développement technologique (0.14)
- Clients/Clientèle (0.10)
- Protection du périmètre (0.09)
- Relations avec les juridictions (0.08)
- Reconnaissance et image de la profession (0.07)
- Pression financière (0.06)
- Formation continue (0.05)
- Indépendance professionnelle (0.04)
- Rémunération et honoraires (0.03)
- Invasion de professions concurrentes (0.03)
- Soutien institutionnel (0.03)

5. Quelle est selon vous la principale menace qui pèse sur votre exercice professionnel ?

• Réponses dites « ouvertes »

FRANCE

Signaux forts :

- 1. Paupérisation de la profession :** La paupérisation de la profession est une menace centrale, avec des préoccupations croissantes sur la dégradation financière et la concurrence accrue.
« La paupérisation de la profession... manque de réévaluation des unités de valeur, de l'aide juridictionnelle. Perte de temps et d'argent dû aux transports et aux attentes aux audiences... notamment suite à la suppression de notre TGI... »
« La paupérisation. Plusieurs causes: grand nombre d'avocats, faiblesse de l'AJ, charges colossales, faiblesse des barèmes de protection juridique, etc.... »
- 2. Intelligence artificielle et automatisation :** L'impact de l'intelligence artificielle inquiète, remettant en question certaines pratiques jusque-là réservées aux avocats.
« Automatisation et Intelligence Artificielle (IA) : de nombreuses tâches juridiques, telles que la recherche de jurisprudence, la rédaction de documents et même certains aspects de la consultation juridique, sont désormais effectuées par des logiciels d'IA. »
« Le risque est de voir une grande partie du rôle de l'avocat phagocyté par l'intelligence artificielle après nous l'avoir présentée comme un outil porteur de progrès. »
- 3. Charges sociales et financières :** Les charges sociales et les coûts administratifs ajoutent une pression importante sur la viabilité économique du métier.
« Le poids des charges sociales et professionnelles qui ne permettent plus à beaucoup de Confrère de vivre dignement de notre profession.. »
« Les charges sociales qui sont trop lourdes et écrasantes par rapport à d'autres États dans le monde entier, on paye trop d'Urssaf. Je suis à jour mais c'est trop. C'est ce qui fait partir les confrères et moi aussi je compte partir. Ce qui me choque le plus c'est que le CNB ne fait rien pour négocier ce point avec l'État. »

5. Quelle est selon vous la principale menace qui pèse sur votre exercice professionnel ?

- Réponses dites « ouvertes »

FRANCE

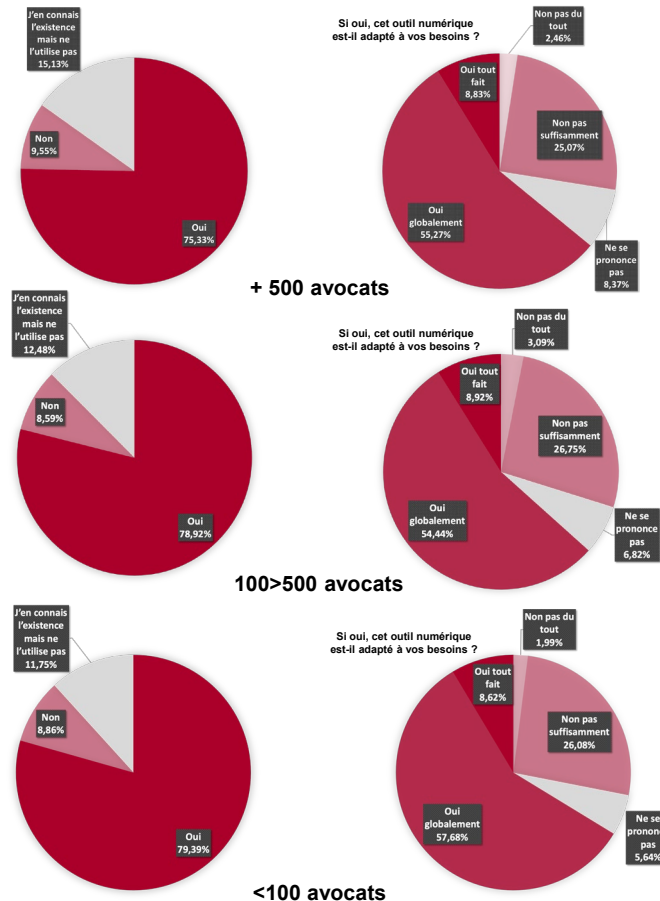
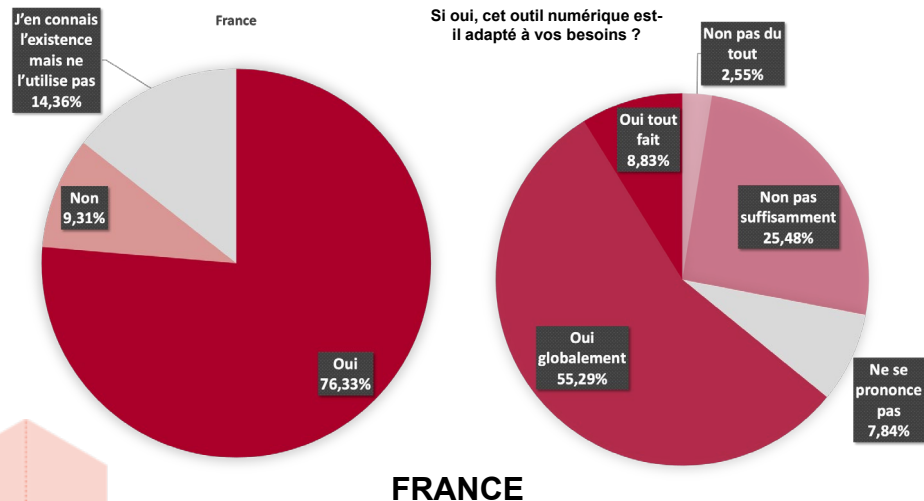
Signaux faibles :

1. **Concurrence entre professions** : La concurrence avec d'autres professions, telles que les experts-comptables, est perçue comme une menace.
« La concurrence des professionnels du chiffre qui ont happé au fil du temps une part non négligeable du droit des affaires. »
« La concurrence des experts comptables, des gestionnaires de patrimoine, de tout professionnel qui délivrent des "conseils" à moindre coût. »
2. **Lutte contre le dumping tarifaire** : La concurrence au niveau des honoraires, perçue comme du « dumping », est une préoccupation pour certains avocats, qui doivent réduire leurs tarifs pour rester compétitifs.
« Développement des sites et plateformes qui deviennent incontournables pour l'accès à la clientèle, qui prélèvent cher pour de simples mises en relations et qui favorisent le dumping ; les cabinets qui investissent essentiellement dans la communication. »
« Un trop grand nombre d'Avocats arrivant chaque année "sur le marché" avec un effet de dumping sur les honoraires... »



6. Avez-vous connaissance de chacun de ces outils numériques mis à disposition par le CNB ?

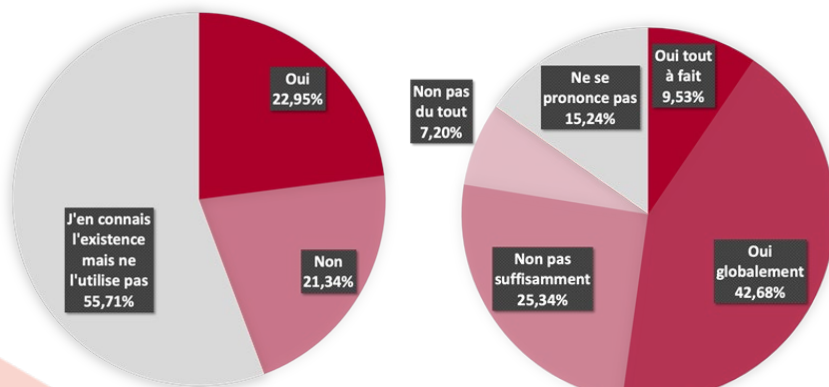
e-Barreau



6. Avez-vous connaissance de chacun de ces outils numériques mis à disposition par le CNB ?

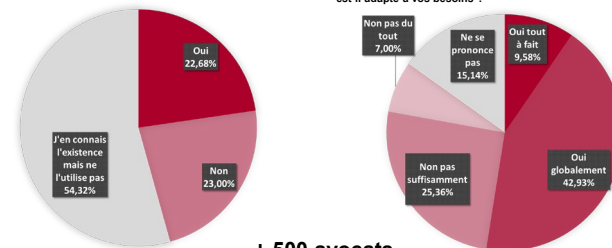
- e-Actes

Si oui, cet outil numérique est-il adapté à vos besoins ?



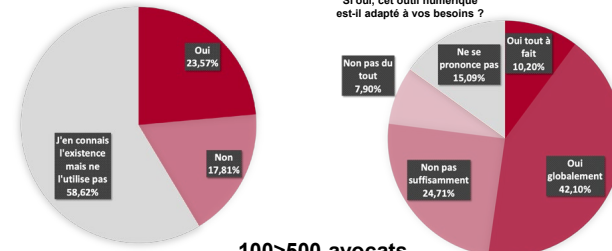
FRANCE

Si oui, cet outil numérique est-il adapté à vos besoins ?



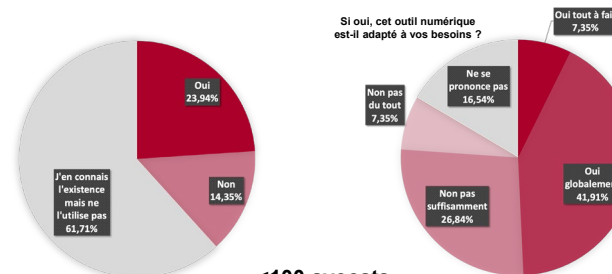
+ 500 avocats

Si oui, cet outil numérique est-il adapté à vos besoins ?



100>500 avocats

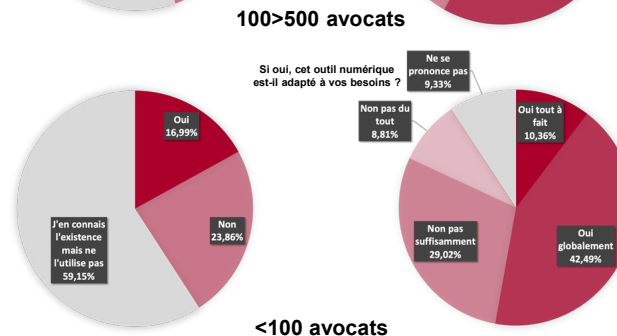
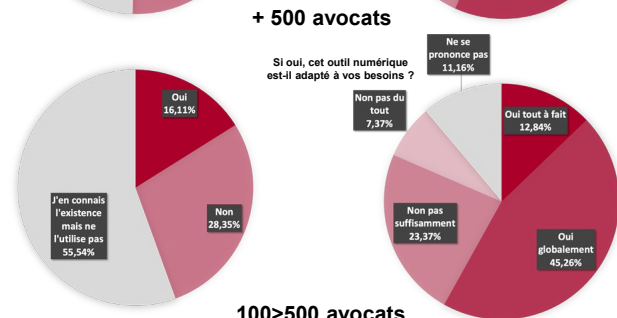
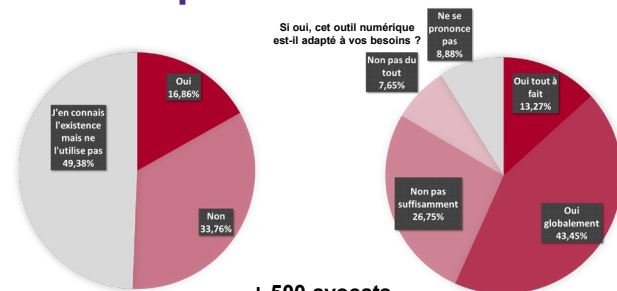
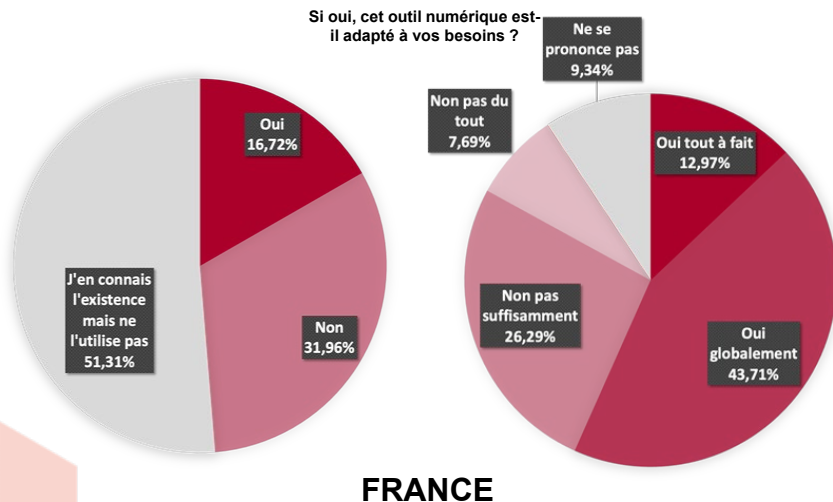
Si oui, cet outil numérique est-il adapté à vos besoins ?



<100 avocats

6. Avez-vous connaissance de chacun de ces outils numériques mis à disposition par le CNB ?

• E-ASSP

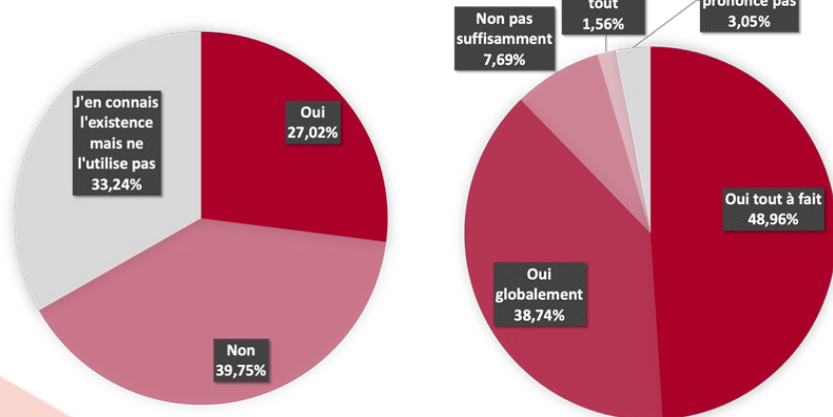


<100 avocats

6. Avez-vous connaissance de chacun de ces outils numériques mis à disposition par le CNB ?

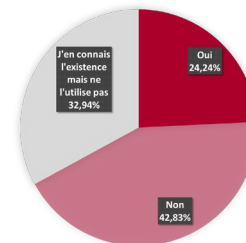
• e-Partage

Si oui, cet outil numérique est-il adapté à vos besoins ?



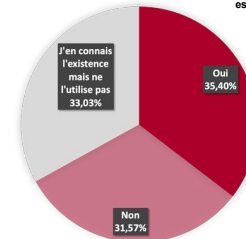
FRANCE

Si oui, cet outil numérique est-il adapté à vos besoins ?



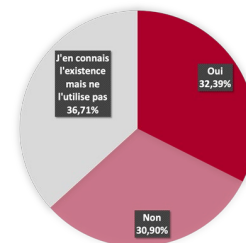
+ 500 avocats

Si oui, cet outil numérique est-il adapté à vos besoins ?



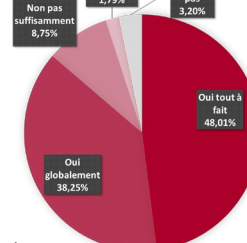
100>500 avocats

Si oui, cet outil numérique est-il adapté à vos besoins ?

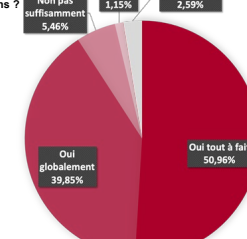


<100 avocats

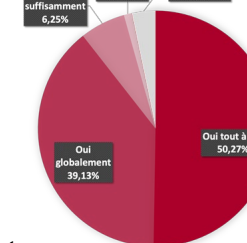
Si oui, cet outil numérique est-il adapté à vos besoins ?



Si oui, cet outil numérique est-il adapté à vos besoins ?

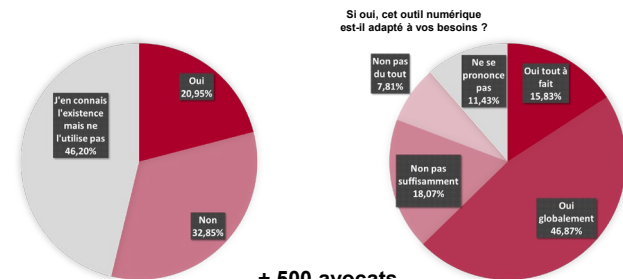
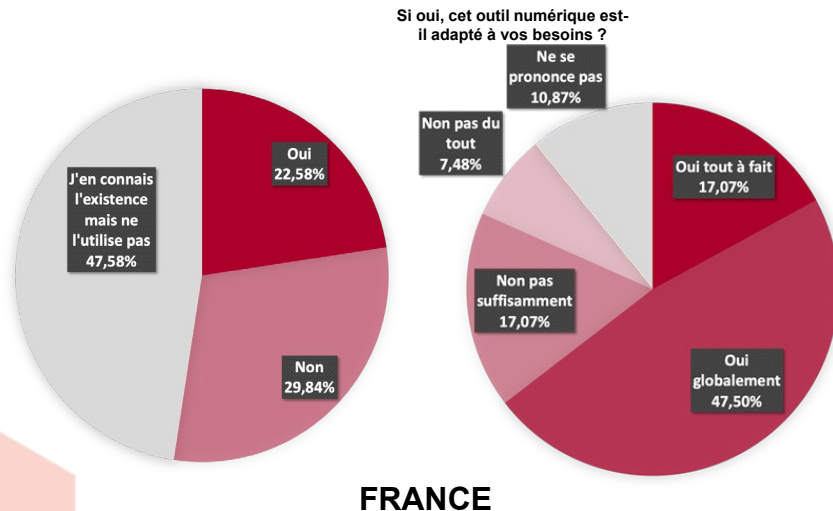


Si oui, cet outil numérique est-il adapté à vos besoins ?

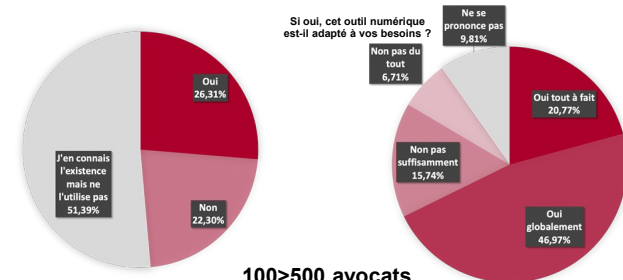


6. Avez-vous connaissance de chacun de ces outils numériques mis à disposition par le CNB ?

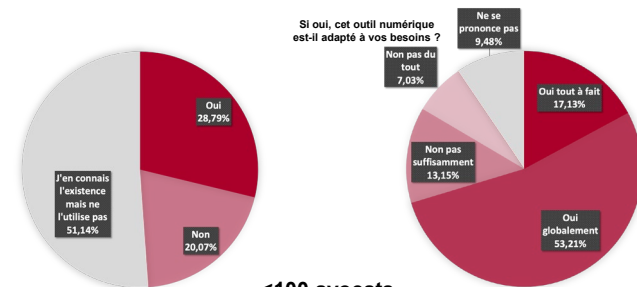
• e-Messagerie



+ 500 avocats



100>500 avocats

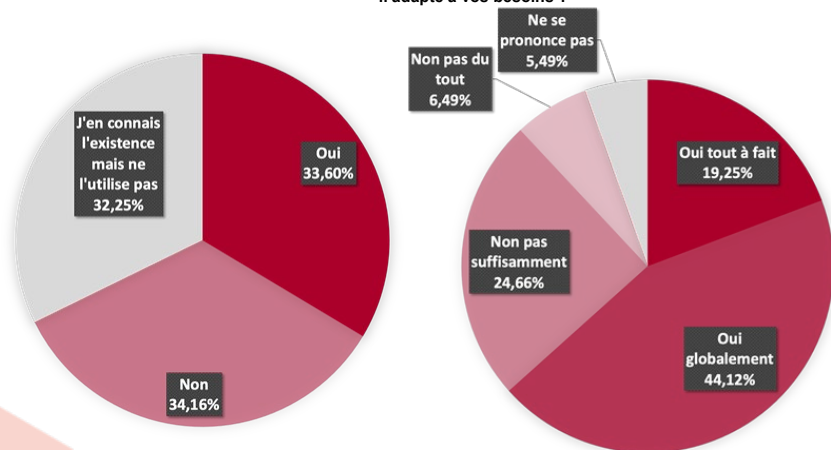


<100 avocats

6. Avez-vous connaissance de chacun de ces outils numériques mis à disposition par le CNB ?

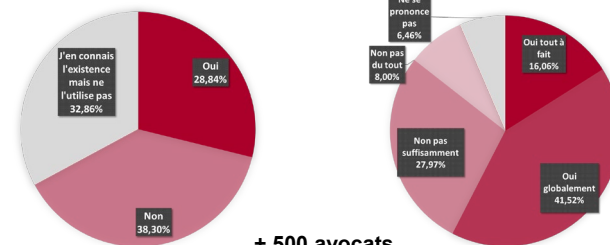
- consultation.avocat.fr

Si oui, cet outil numérique est-il adapté à vos besoins ?



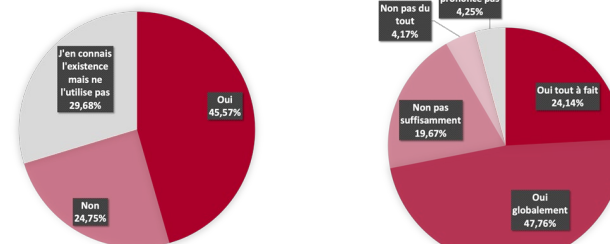
FRANCE

Si oui, cet outil numérique est-il adapté à vos besoins ?



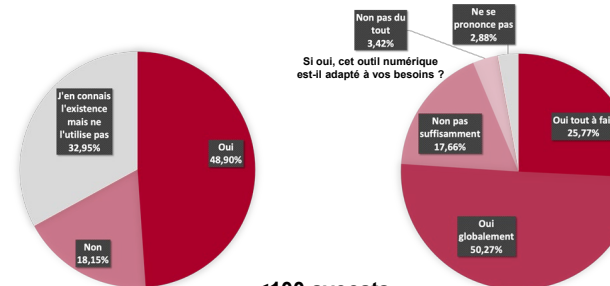
+ 500 avocats

Si oui, cet outil numérique est-il adapté à vos besoins ?



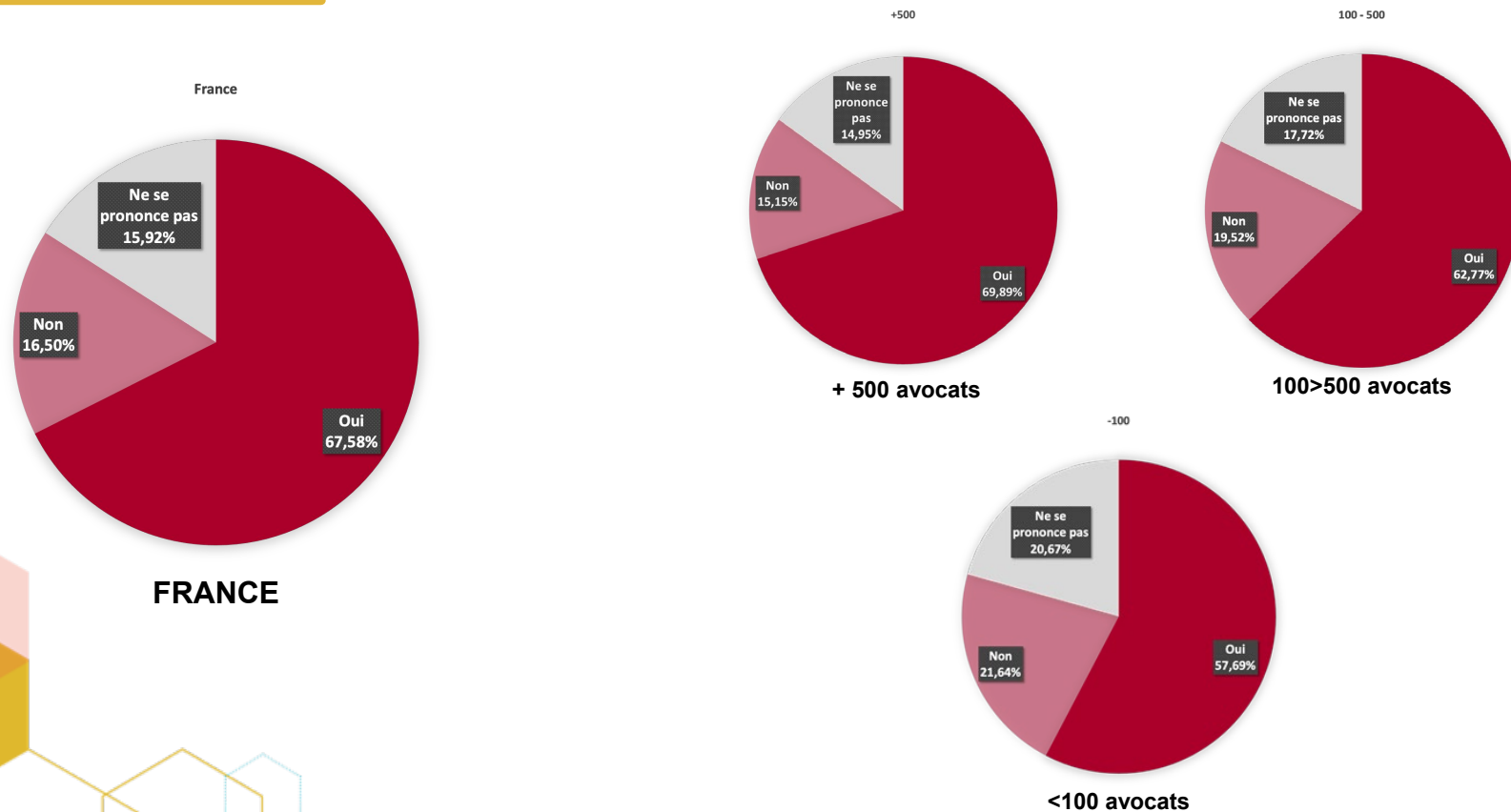
100>500 avocats

Si oui, cet outil numérique est-il adapté à vos besoins ?

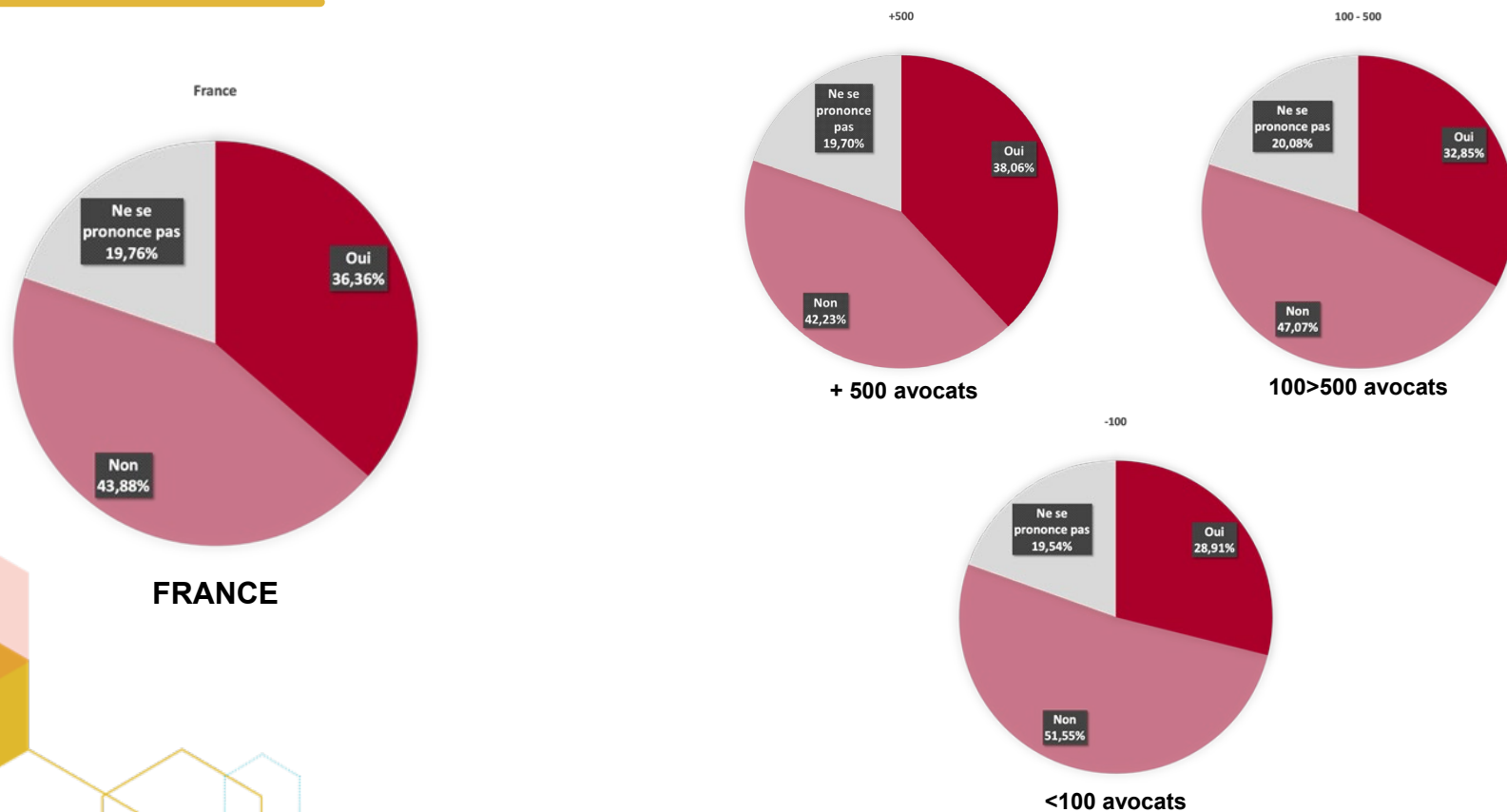


<100 avocats

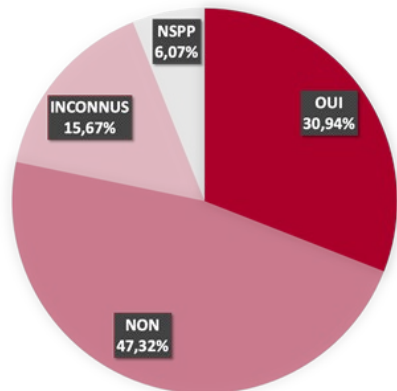
7. Êtes-vous intéressé par une mise à disposition, au niveau national, d'outils de digitalisation et d'IA générative ?



8. Seriez-vous prêt à payer pour l'accès à de tels outils mutualisés ?

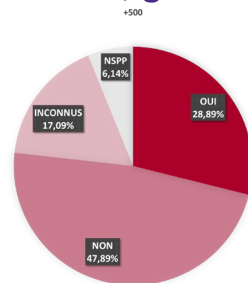


9. Les outils d'informations (encyclopédie, newsletters, guides pratiques...) diffusés par le CNB sont-ils adaptés à vos besoins ?



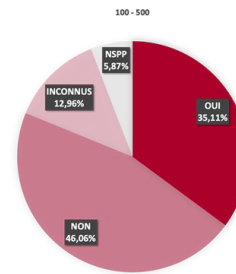
FRANCE

- Oui tout à fait : 3,26 %
- Oui globalement : 27,68 %
- Non pas suffisamment : 32,79 %
- Non pas du tout : 9,53 %
- Je ne connais pas ces outils : 15,67 %
- Ne se prononce pas : 6,07 %



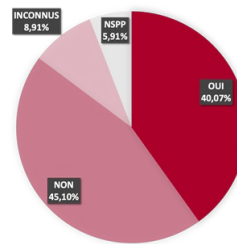
+ 500 avocats

- Oui tout à fait : 2,99 %
- Oui globalement : 25,89 %
- Non pas suffisamment : 38,10 %
- Non pas du tout : 9,79 %
- Je ne connais pas ces outils : 17,09 %
- Ne se prononce pas : 6,14 %



100>500 avocats

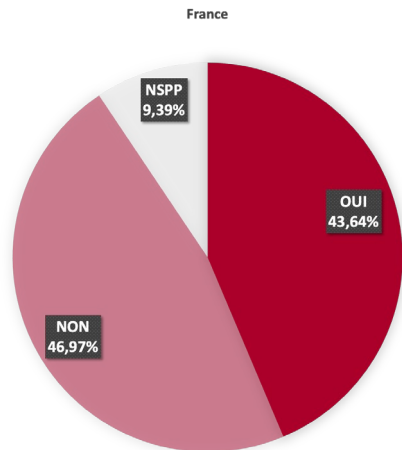
- Oui tout à fait : 3,92 %
- Oui globalement : 31,18 %
- Non pas suffisamment : 36,92 %
- Non pas du tout : 9,14 %
- Je ne connais pas ces outils : 12,96 %
- Ne se prononce pas : 5,87 %



<100 avocats

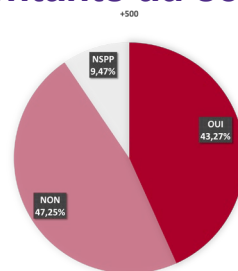
- Oui tout à fait : 4,15 %
- Oui globalement : 35,92 %
- Non pas suffisamment : 37,07 %
- Non pas du tout : 8,03 %
- Je ne connais pas ces outils : 8,91 %
- Ne se prononce pas : 5,91 %

10. Le mode de scrutin pour élire vos représentants au sein du CNB est-il clair ?



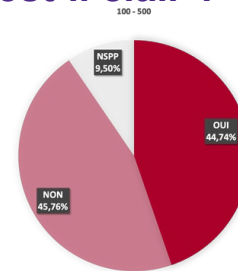
FRANCE

- Oui tout à fait : 11,04 %
- Oui globalement : 32,60 %
- Non pas suffisamment : 30,67 %
- Non pas du tout : 16,30 %
- Ne se prononce pas : 9,39 %



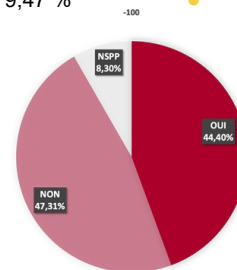
+ 500 avocats

- Oui tout à fait : 10,98 %
- Oui globalement : 32,29 %
- Non pas suffisamment : 30,46 %
- Non pas du tout : 16,80 %
- Ne se prononce pas : 9,47 %



100>500 avocats

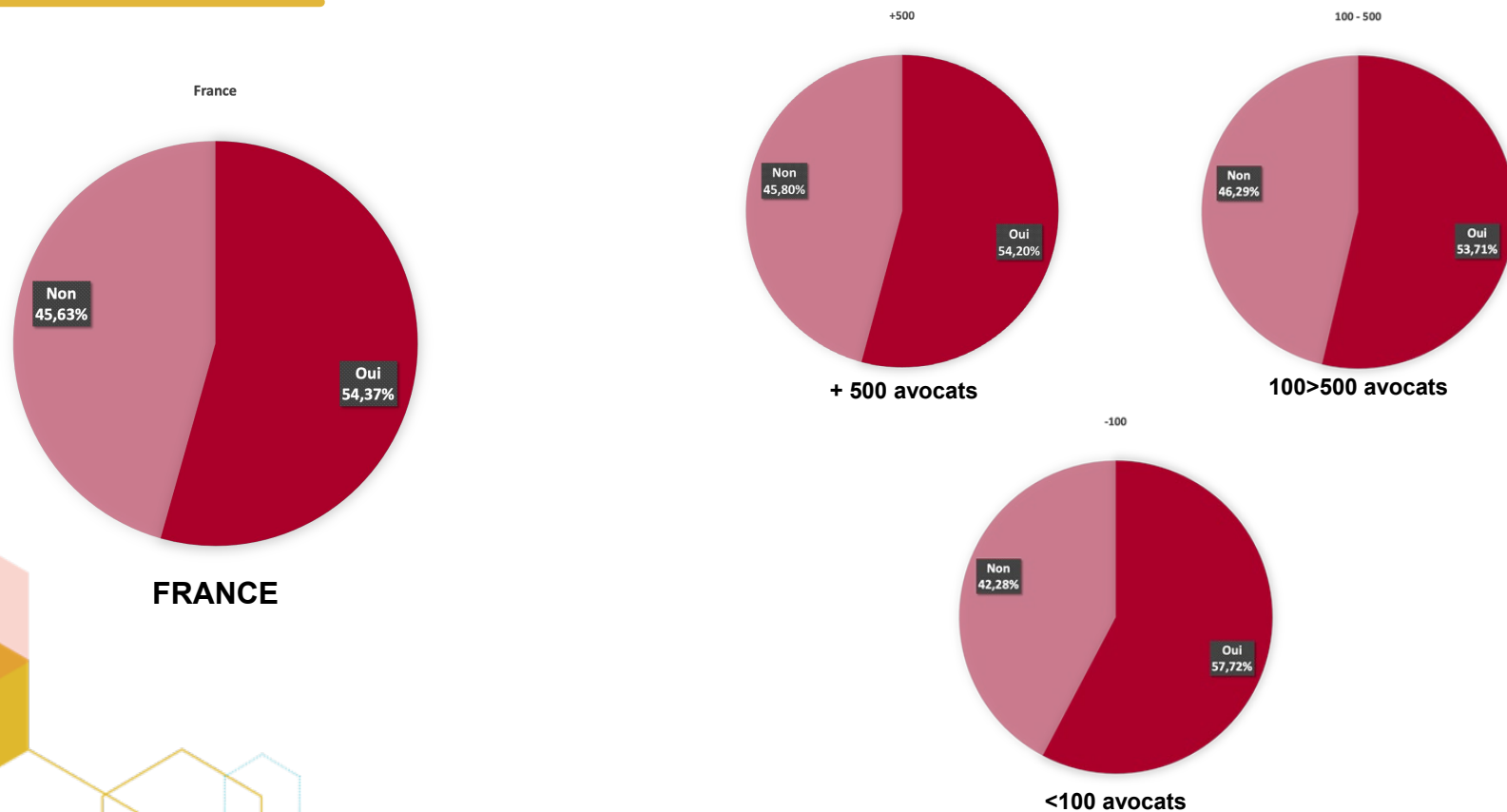
- Oui tout à fait : 11,55 %
- Oui globalement : 33,19 %
- Non pas suffisamment : 30,96 %
- Non pas du tout : 14,80 %
- Ne se prononce pas : 9,50 %



<100 avocats

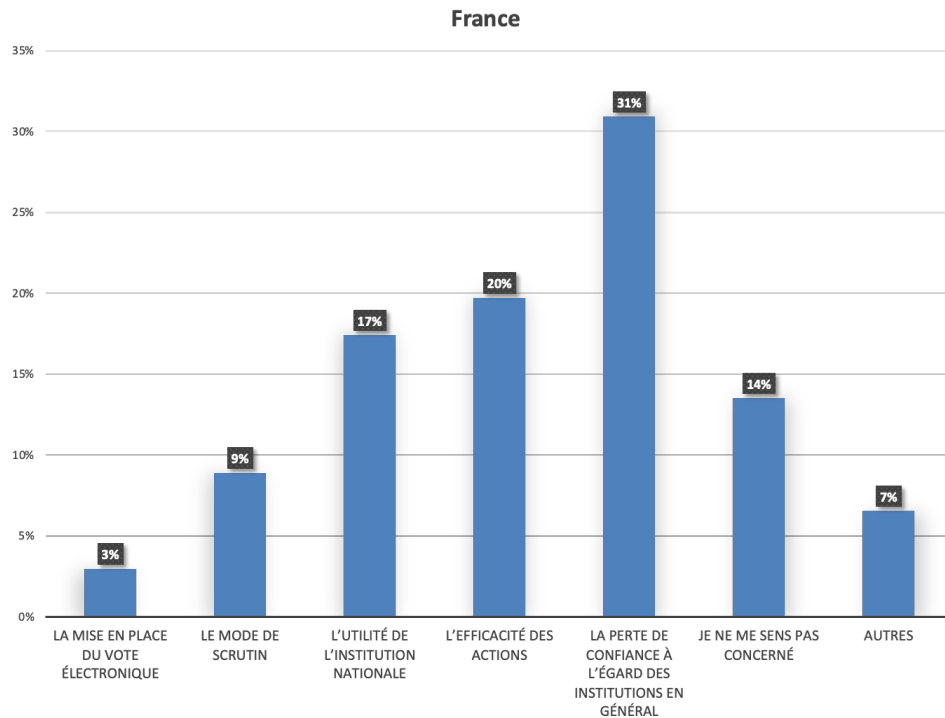
- Oui tout à fait : 10,24 %
- Oui globalement : 34,16 %
- Non pas suffisamment : 31,95 %
- Non pas du tout : 15,36 %
- Ne se prononce pas : 8,30 %

11. Avez-vous voté lors des dernières élections du CNB de novembre 2023 ?

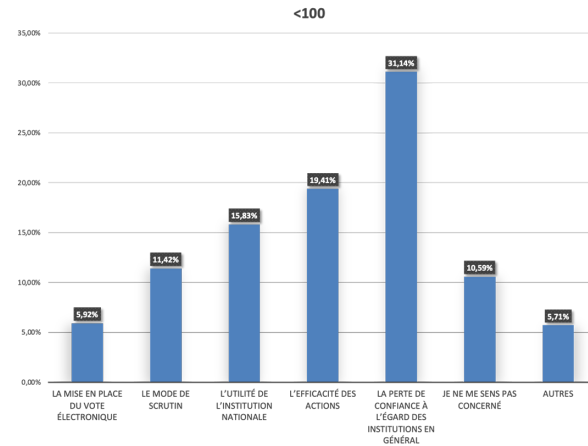
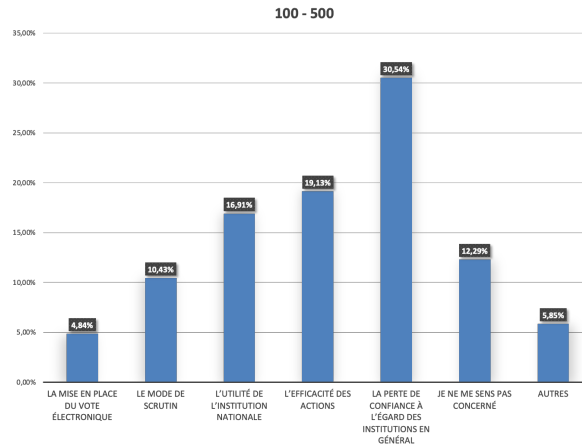
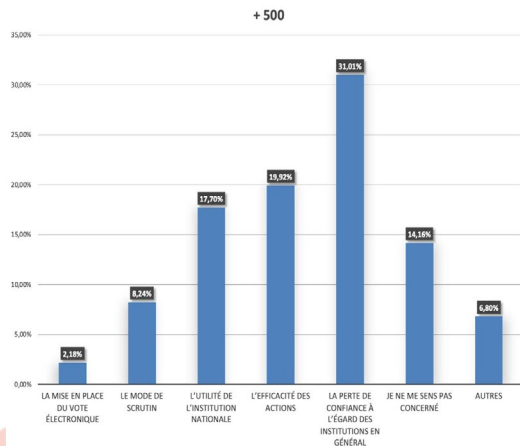


12. Le faible taux de participation à ces élections vous semble-t-il lié à

FRANCE



12. Le faible taux de participation à ces élections vous semble-t-il lié à



+ 500

100>500

<100

12. Le faible taux de participation à ces élections vous semble-t-il lié à

- Focus sur la réponse « autres » (7,00 % au niveau national)

FRANCE

MOTS-CLÉS ET PONDÉRATION TF - IDF

- Désintérêt (0.59)
- Temps (0.51)
- Confrères (0.21)
- Collectif (0.10)
- Candidats (0.09)
- Communication (0.08)
- Absence (0.07)
- Individualisme (0.06)
- Information (0.05)
- Institutions (0.05)
- Méconnaissance (0.04)
- Vote (0.04)
- Profession (0.04)
- Actions (0.05)
- Institution (0.04)
- Intérêt (0.03)

12. Le faible taux de participation à ces élections vous semble-t-il lié à

- Focus sur la réponse « autres » (7,00 % au niveau national)

FRANCE

Signaux forts :

- 1. Désintérêt pour les élections** : Le désintérêt généralisé pour les élections est une raison centrale du faible taux de participation. Ce manque d'intérêt pourrait être lié à un sentiment de déconnexion vis-à-vis des institutions et du processus électoral.
« Une forme de désintérêt, je vote par sens du devoir mais avoue ne pas me sentir concernée.. »
« La méconnaissance et le désintérêt de nos institutions par de nombreux confrères »
- 2. Méconnaissance des institutions** : La méconnaissance du CNB et de son rôle peut contribuer au faible taux de participation, les avocats se sentant peu connectés aux institutions représentatives.
« La méconnaissance du CNB et l'image d'Epinal "Mais que fait le CNB" y compris véhiculé par des ordinaux dont on se demande pour certains ce qu'ils font de leur mandat. »
« Méconnaissance des missions, rôle, fonctionnement de ce conseil et son articulation avec l'ordre, lui-même très méconnu dans ses fonctions et son utilité en soutien de l'activité au quotidien. »
- 3. Manque de communication et de visibilité des candidats** : L'absence d'information claire et d'efforts de communication sur les candidats et leurs programmes est également un facteur important de faible participation.
« Peut-être par manque de communication sur les candidats. Le choix est parfois peu aisé lorsque les candidats ne sont pas suffisamment connus par le votant.. »
« L'absence de communication clair dessus. On est noyés par des mails et il faut faire parties des avocats de "l'élite parisienne" pour comprendre les enjeux de cette élection et de chaque candidat. »

12. Le faible taux de participation à ces élections vous semble-t-il lié à

- Focus sur la réponse « autres » (7,00 % au niveau national)

FRANCE

Signaux faibles :

1. **Individualisme et absence d'esprit collectif** : Certains verbatims soulignent que l'individualisme et le manque d'unité au sein de la profession contribuent au désintérêt pour les élections.

« L'individualisme des confrères qui pensent à leur cabinet et leurs clients et qui ne comprennent pas l'intérêt de la profession. »

« De plus en plus d'individualisme, désintérêt pour le collectif et vision bassement alimentaire de leur "travail" de beaucoup de confrères. »

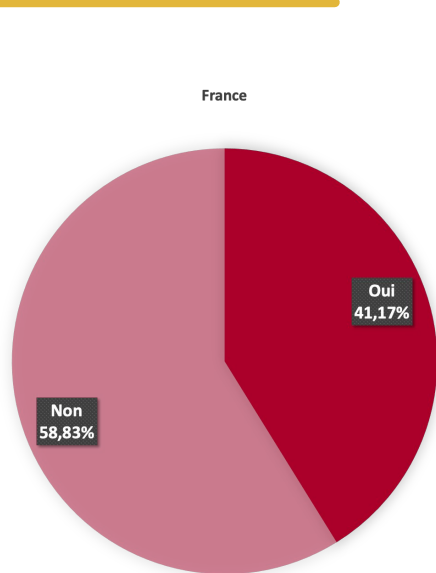
2. **Manque de temps** : Le manque de temps est souvent mentionné comme un obstacle à la participation. De nombreux professionnels ne trouvent pas le temps de s'impliquer, en raison de leurs responsabilités professionnelles.

« Une surcharge de travail. Voter sous-entend de prendre un temps nécessaire pour apprécier les candidats se présentant. Un manque de temps au moment de ces élections m'a empêché de m'y intéresser véritablement.. »

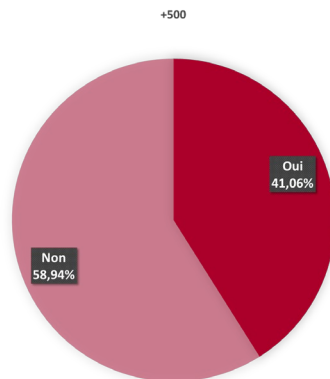
« La vie d'avocat est une course permanente; pas beaucoup de temps pour connaître les candidats, alors une liste ou une autre... »



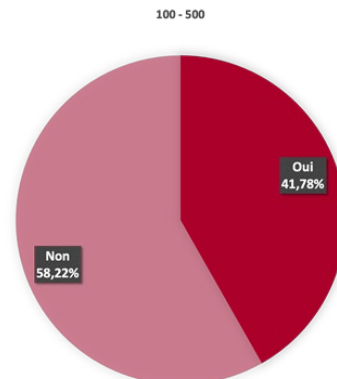
13. Connaissez-vous un ou des élu(s) du Conseil national des barreaux ?



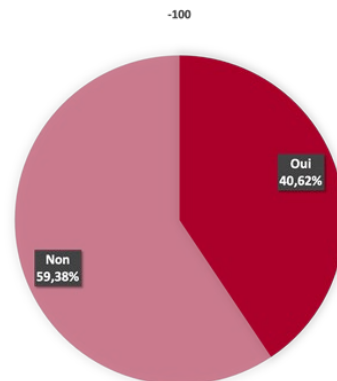
FRANCE



+ 500 avocats

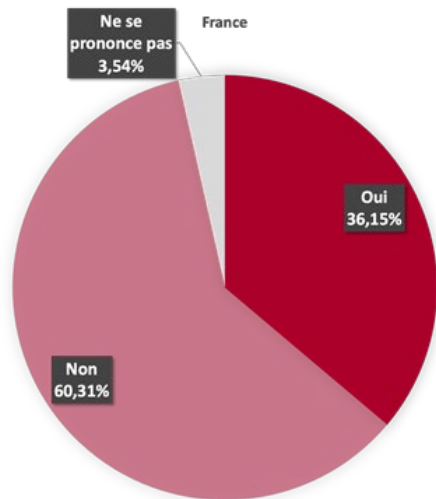


100>500 avocats

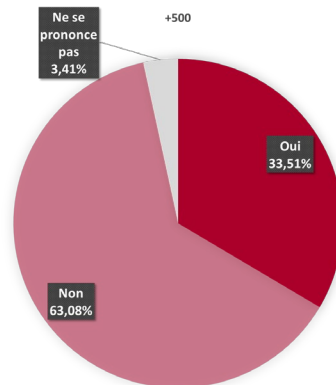


<100 avocats

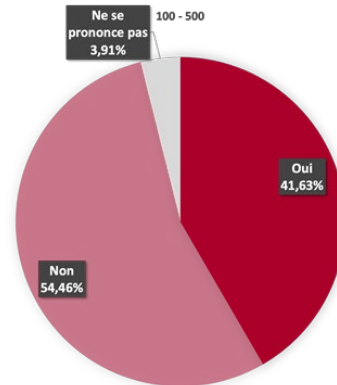
14. Avez-vous déjà été en contact avec les services du CNB ?



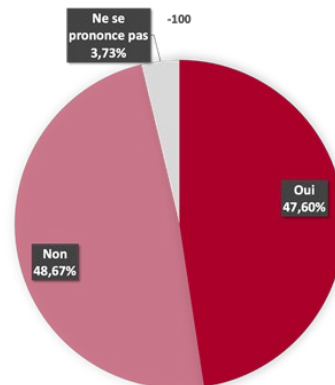
FRANCE



+ 500 avocats

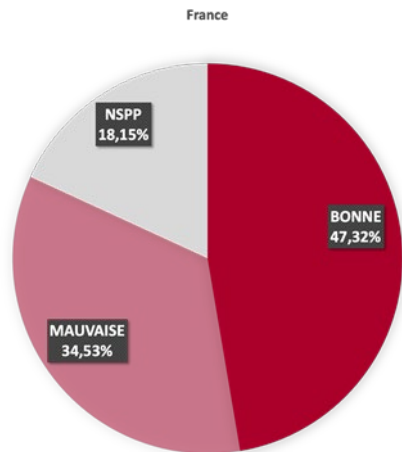


100 > 500 avocats



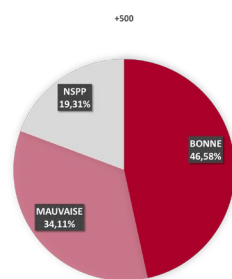
< 100 avocats

15. Globalement quelle image avez-vous de votre institution nationale ?



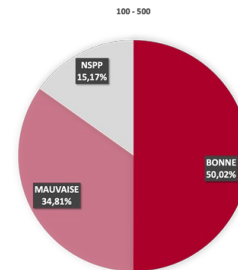
FRANCE

- Très bonne image : 3,66 %
- Assez bonne image : 43,66 %
- Assez mauvaise image : 27,93 %
- Très mauvaise image : 6,60 %
- Ne se prononce pas : 18,15 %



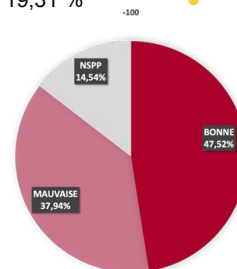
+ 500 avocats

- Très bonne image : 3,40 %
- Assez bonne image : 43,18 %
- Assez mauvaise image : 27,69 %
- Très mauvaise image : 6,42 %
- Ne se prononce pas : 19,31 %



100>500 avocats

- Très bonne image : 4,29 %
- Assez bonne image : 45,73 %
- Assez mauvaise image : 27,81 %
- Très mauvaise image : 7,00 %
- Ne se prononce pas : 15,17 %



<100 avocats

- Très bonne image : 4,52 %
- Assez bonne image : 43,00 %
- Assez mauvaise image : 30,59 %
- Très mauvaise image : 7,36 %
- Ne se prononce pas : 14,54 %